

**19 JANVIER 2001. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises organisant des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives, notamment son article 10;

Vu le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française, modifié par celui du 31 mai 2000;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, donné le 22 août 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 août 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 octobre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.878/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2001,

Arrête :

*CHAPITRE Ier. — Des conditions d'octroi et du montant des subventions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions;

2<sup>o</sup> décret : le décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française modifié par celui du 31 mai 2000;

3<sup>o</sup> centre sportif : le centre sportif dans l'enseignement supérieur visé à l'article 45 du décret;

4<sup>o</sup> administration : la Direction générale du Sport du Ministère de la Communauté française.

**Art. 2.** Le Ministre peut, dans la limite des crédits budgétaires, accorder des subventions pour l'achat de matériel sportif en vue de favoriser la pratique des activités sportives en région de langue française et en région bilingue de Bruxelles-Capitale.

**Art. 3.** Peuvent bénéficier des subventions visées à l'article 2 :

1<sup>o</sup> les fédérations et associations sportives reconnues en vertu des dispositions visées aux sections Ire, II, III, V et VI du chapitre IV et à l'article 89 du chapitre VII du décret;

2<sup>o</sup> les cercles sportifs affiliés aux fédérations sportives reconnues visées aux sections Ire, II, III du chapitre IV du décret;

3<sup>o</sup> les centres sportifs et les associations parascolaires dépendant directement des établissements d'enseignement relevant de la Communauté française ou subventionnés par celle-ci pour autant que leurs activités sportives soient organisées en dehors des programmes de cours et dans le cadre du programme des associations visées respectivement aux sections V et VI du chapitre IV du décret;

4<sup>o</sup> les administrations publiques de la région de langue française ainsi que les associations dépendant d'elles, directement ou indirectement, pour l'équipement des installations sportives dont elles sont propriétaires ou gestionnaires;

5<sup>o</sup> les associations chargées de la gestion d'installations sportives créées en partenariat par des pouvoirs publics ou des institutions de droit public de la région de langue française.

**Art. 4.** Pour bénéficier des subventions visées à l'article 2, les organismes visés à l'article 3 doivent répondre aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> ne pas poursuivre de but lucratif;

2<sup>o</sup> avoir leur siège en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3<sup>o</sup> tenir une comptabilité régulière;

4<sup>o</sup> disposer d'installations présentant toutes les garanties de sécurité, permettant de pratiquer valablement la ou les disciplines sportives concernées par la demande de subvention et avoir des activités régulières dans cette ou ces disciplines ainsi qu'un nombre suffisant de pratiquants;

5<sup>o</sup> disposer de locaux permettant l'entreposage du matériel sportif dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;

6<sup>o</sup> n'utiliser le matériel sportif subventionné qu'aux fins et dans les conditions précisées dans la demande de subvention;

7<sup>o</sup> accepter le contrôle des installations visées aux alinéas 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> et celui de l'utilisation du matériel subventionné par les fonctionnaires désignés par la Ministre;

8<sup>o</sup> s'engager à assurer le matériel objet de la subvention contre la perte, le vol et la destruction.

**Art. 5.** La subvention ne peut concerner que l'acquisition de matériel directement destiné à la pratique d'une discipline sportive et pour un montant d'au moins cinq mille francs ou cent vingt-trois euro et nonante-cinq cents par demande.

Sont notamment exclus du champ d'application du présent arrêté :

1<sup>o</sup> les équipements et accessoires qui, en raison de leur nature même, sont consommables ou d'une utilisation de courte durée;

2<sup>o</sup> les équipements personnels ou considérés comme tels, des pratiquants sportifs;

3<sup>o</sup> le matériel à finalité sécuritaire;

4<sup>o</sup> les frais de transport, de montage et de fixation du matériel;

5<sup>o</sup> le matériel d'évaluation et de suivi de l'entraînement.

**Art. 6.** Le montant de la subvention est fixé d 50 % du prix réel du matériel ou du prix déterminé par le Ministre si ce dernier est inférieur au prix réel.

Ce montant est diminué de toute autre aide publique se rapportant au même objet.

Dans chaque cas, le Ministre détermine le type, la qualité, la quantité et le prix maximum du matériel susceptible d'être subventionné. Il tient compte du programme des activités sportives pratiquées par le demandeur, du matériel sportif déjà détenu par ce dernier et de sa situation financière. Il peut fixer un montant forfaitaire à son intervention.

**Art. 7.** S'agissant des demandes introduites par les fédérations sportives visées aux sections II et III du chapitre IV du décret et par leurs cercles affiliés le montant de la subvention est fixé, déduction faite de toute autre aide publique se rapportant au même objet :

1° en cas d'acquisition de matériel sportif traditionnel, à 75 % du prix réel du matériel ou du prix déterminé par le Ministre si ce dernier est inférieur au prix réel.

2° en cas d'acquisition de matériel sportif adapté ou spécifique à la pratique sportive par les handicapés, à un maximum de 90 % du prix réel du matériel ou du prix déterminé par le Ministre si ce dernier est inférieur au prix réel.

Le Ministre peut fixer un montant forfaitaire à son intervention.

**Art. 8.** Pendant une période de dix ans, à dater de la liquidation de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder à titre onéreux ou gratuit, ni prêter le matériel subventionné sans l'accord préalable du Ministre. Le bénéficiaire en possède toutefois la pleine jouissance et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation. Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation. Dès constat, il informe l'administration de la perte, du vol ou de la destruction du matériel subventionné.

En cas de sa dissolution, durant la période visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'organisme bénéficiaire est tenu d'en aviser sans délai l'administration.

#### CHAPITRE II. — *La procédure d'octroi des subventions*

**Art. 9.** La demande de subvention est adressée à l'administration qui l'enregistre et en accuse réception.

**Art. 10.** La demande est établie en double exemplaire sur formulaires délivrés par l'administration. Elle mentionne toutes les informations utiles à son instruction.

L'avis et le cachet de la fédération, l'administration publique ou l'association, dont dépend directement ou indirectement le demandeur est requis.

A l'appui de la liste détaillée du matériel objet de la demande, le demandeur joint une ou plusieurs offres de prix émanant de fournisseurs consultés. Chaque offre précisera outre les caractéristiques techniques du matériel, son prix unitaire, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que tous les éléments constitutifs du prix de revient tels que transport, ristourne éventuelle consentie par le fournisseur,.... Seront fournis, selon le cas, tous les documents préparés en vue de la passation du marché.

**Art. 11.** L'administration notifie au demandeur le montant maximum de la subvention octroyée.

**Art. 12.** A dater de l'envoi de l'accusé de réception dont question à l'article 9, le demandeur est autorisé à commander le matériel pour lequel la subvention est sollicitée. Cette autorisation ne vaut en aucun cas promesse de subvention. Toute commande antérieure à cette date entraîne le refus de la subvention.

**Art. 13.** Préalablement à la liquidation de la subvention, le demandeur fournit à l'administration, dans un délai fixé dans la notification visée à l'article 11, la facture d'achat du matériel subventionné délivrée par son fournisseur. Ce document reprendra les éléments apparaissant dans l'offre retenue et dont question à l'article 10. Il portera, en toutes lettres, la mention « certifié sincère et véritable à la somme de... » et sera signé et daté par le fournisseur.

S'il fait appel à plusieurs fournisseurs, toutes les factures seront fournies en un seul envoi.

**Art. 14.** Dès réception des documents prévus à l'article 13, la subvention est mise en liquidation par l'administration. Le montant de la subvention est liquidé en une seule fois.

**Art. 15.** Dans le délai de trente jours qui suit le paiement de la subvention, le demandeur est tenu de fournir à l'administration la preuve de paiement des factures relatives au matériel subventionné.

**Art. 16.** Dans le cas de cession, vol, destruction du matériel subventionné ou de dissolution de l'organisme bénéficiaire de la subvention endéans la période de dix ans visée à l'article 8, l'administration exigera le remboursement de la subvention proportionnellement à la valeur du matériel.

Cette valeur tient compte, vétusté déduite, du prix d'achat du matériel subventionné et du montant de la subvention octroyée.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 17.** Les demandes de subventions pour l'achat de matériel sportif introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises aux dispositions antérieurement en vigueur.

**Art. 18.** L'introduction d'une demande de subvention ne peut être acceptée si une demande antérieure est encore en instance auprès de l'administration.

**Art. 19.** L'arrêté de l'Exécutif du 10 mars 1982 fixant les conditions d'octroi des subventions pour l'achat de matériel sportif est abrogé.

**Art. 20.** Le Ministre ayant les sports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Bruxelles, le 19 janvier 2001.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

## VERTALING

N. 2001 — 480

[C — 2001/29082]

**19 JANUARI 2001. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 26 juni 1963 betreffende de aanmoediging van de lichamelijke opvoeding, de sport en het openluchtlevens en het toezicht op de ondernemingen die wedstrijden van weddenschappen op sportuitslagen inrichten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Lichamelijke Opvoeding, Sport en Openluchtlevens van de Franse Gemeenschap, gegeven op 22 augustus 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 augustus 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 oktober 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies dat door de Raad van State binnen een termijn van niet meer dan één maand te geven is;

Gelet op het advies 30.878/4 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2000, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2001,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *De voorwaarden voor de toekenning van de subsidies*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° Minister: het lid van de Regering tot wiens bevoegdheid de sport behoort;

2° Decreet : het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2000;

3° Sportcentrum: het sportcentrum in het hoger onderwijs bedoeld bij artikel 45 van het decreet;

4° Administratie : de Algemene Directie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister subsidies toekennen voor de aankoop van sportmaterieel om de beoefening van sportactiviteiten in het Franse taalgebied en in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad te bevorderen.

**Art. 3.** Kunnen de bij artikel 2 bedoelde subsidies genieten :

1° de sportfederaties en -verenigingen erkend krachtens de bepalingen bedoeld bij de afdelingen I, II, III, V en VI van hoofdstuk IV en bij artikel 89 van hoofdstuk VII van het decreet;

2° de sportverenigingen aangesloten bij de erkende sportfederaties bedoeld bij de afdelingen I, II, III van hoofdstuk IV van het decreet;

3° de sportcentra en de buitenschoolse verenigingen die rechtstreeks afhangen van de onderwijsinrichtingen die behoren tot de Franse Gemeenschap of die door haar gesubsidieerd worden, voor zover hun activiteiten georganiseerd worden buiten de programma's van de leergangen en in het kader van het programma van de verenigingen die respectievelijk in de afdelingen V en VI van hoofdstuk IV van het decreet bedoeld zijn;

4° de overheidsdiensten van het Franse taalgebied alsook de verenigingen die van deze rechtstreeks of onrechtstreeks afhangen, voor de uitrusting van de sportinstallaties waarvan zij eigenaar of beheerder zijn;

5° de verenigingen belast met het beheer van sportinstallaties opgericht in partnership door de overheidsdiensten of publiekrechtelijke instellingen van het Franse taalgebied.

**Art. 4.** Om de in artikel 2 bedoelde subsidies te kunnen genieten, moeten de in artikel 3 bedoelde instellingen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° geen winstoogmerk hebben;

2° hun zetel hebben in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

3° een regelmatige boekhouding voeren;

4° over installaties beschikken die alle waarborgen bieden inzake veiligheid, die toelaten de sportdiscipline(s) degelijk te beoefenen waarop de aanvraag om subsidie betrekking heeft en regelmatige activiteiten uitoefenen in deze discipline(s) alsook een voldoende aantal beoefenaars tellen;

5° over lokalen beschikken die toelaten sportmaterieel te bewaren onder goede condities van veiligheid en bewaring;

6° het gesubsidieerd sportmaterieel enkel gebruiken voor de doeleinden en onder de voorwaarden nader bepaald in de aanvraag om subsidie;

7° de controle door de ambtenaren aangesteld door de Minister over de in de leden 4° en 5° bedoelde installaties aanvaarden alsook de controle over het gebruik van het gesubsidieerd materieel;

8° zich ertoe verbinden het materieel waarvoor de subsidie wordt toegekend, te verzekeren tegen verlies, diefstal en vernietiging.

**Art. 5.** De subsidie mag enkel betrekking hebben op de aankoop van materieel dat rechtstreeks bestemd is voor de beoefening van een sportdiscipline, voor een bedrag van ten minste vijfduizend frank of honderd drieëntwintig euro en vijftien procent per aanvraag.

Zijn onder andere uitgesloten van het toepassingsgebied van dit besluit :

1° de uitrustingen en bijhorigheden die door hun aard zelf verbruikbaar zijn of die een gebruik van korte duur kennen;

2° de persoonlijke of als dusdanig beschouwde uitrustingen van de sportbeoefenaars;

3° het materieel voor veiligheidsdoeleinden;

4° de kosten voor het vervoeren, het monteren en het fixeren van het materieel;

5° het materieel voor de evaluatie en de begeleiding van de training.

**Art. 6.** Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op 50 % van de werkelijke prijs van het materieel of van de prijs die door de Minister wordt bepaald, indien deze prijs lager is dan de werkelijke prijs.

Dat bedrag wordt verminderd met elke overheidssteun die op hetzelfde betrekking hebben.

Voor elk geval bepaalt de Minister het type, de kwaliteit, de hoeveelheid en de maximale prijs van het materieel waarvoor een subsidie kan bekomen worden. Hij houdt rekening met het programma van de sportactiviteiten beoefend door de aanvrager, met het sportmaterieel waarover hij reeds beschikt en met zijn financiële toestand. Hij kan een forfaitair bedrag voor zijn tegemoetkoming bepalen.

**Art. 7.** Wat de aanvragen betreft ingediend door de sportfederaties bedoeld in de afdelingen II en III van hoofdstuk IV van het decreet en door hun aangesloten verenigingen, is het bedrag van de subsidie, met aftrek van alle andere tegemoetkomingen van de overheid die op hetzelfde betrekking hebben, vastgesteld op :

1° 75 % van de werkelijke prijs van het materieel of van de prijs die door de Minister wordt bepaald, indien deze prijs lager is dan de werkelijke prijs, voor de aankoop van traditioneel sportmaterieel;

2° op maximaal 90 % van de werkelijke prijs van het materieel of van de prijs die door de Minister wordt bepaald, indien deze prijs lager is dan de werkelijke prijs, voor de aankoop van sportmaterieel dat aangepast is aan of specifiek is voor de sportbeoefening door de gehandicapten.

De Minister kan een forfaitair bedrag voor zijn tegemoetkoming vaststellen.

**Art. 8.** Tijdens een periode van tien jaar te rekenen vanaf de uitbetaling van de subsidie, mag de begunstigde het gesubsidieerd materieel ofwel ten bezwarende titel ofwel kosteloos niet afstaan, en ook niet uitlenen zonder de voorafgaande toestemming van de Minister. De begunstigde heeft er evenwel het volle genot van en staat in voor al de onderhouds- en herstellingskosten. Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en de goede bewaring ervan. Hij stelt de administratie op de hoogte van het verlies, het diefstal of de vernietiging van het gesubsidieerd materieel zodra dit werd vastgesteld.

In geval van ontbinding tijdens de bij het vorig lid bedoelde periode, is de begunstigde instelling ertoe verplicht de administratie er zonder verwijl van op de hoogte te stellen.

#### HOOFDSTUK II. — *De procedure voor de toekenning van de subsidies*

**Art. 9.** De aanvraag om subsidie wordt gericht tot de administratie, die ze inschrijft en er goede ontvangst van meldt.

**Art. 10.** De aanvraag wordt in tweevoud opgesteld op formulieren die door de administratie worden bezorgd. Zij bevat al de inlichtingen die voor het onderzoek nodig zijn.

Het advies en het zegel van de federatie, het overheidsbestuur of de vereniging waarvan de aanvrager rechtstreeks of onrechtstreeks afhangt, is vereist.

Ter staving van de gedetailleerde lijst van het materieel waarvoor de aanvraag werd ingediend, voegt de aanvrager er een of meer prijsoffertes bij die door geraadpleegde leveranciers werden geboden. Elke offerte geeft nader toelichting, naast de technische kenmerken van het materieel, over de eenheidsprijs ervan, het cijfer van de belasting over de toegevoegde waarde alsook alle elementen waaruit de kostprijs bestaat (vervoer, eventuele korting door de leverancier toegestaan,...). Naargelang van het geval worden alle documenten bezorgd die werden opgesteld voor de gunning van de opdracht.

**Art. 11.** De administratie geeft de aanvrager kennis van het maximumbedrag van de toegekende subsidie.

**Art. 12.** Te rekenen vanaf het versturen van het bewijs van ontvangst waarvan sprake in artikel 9, is het de aanvrager toegelaten het materieel te bestellen waarvoor de subsidie werd aangevraagd. Deze toelating geldt geenszins als belofte van subsidiëring. Elke bestelling die vóór deze datum werd gedaan heeft de weigering van de subsidie als gevolg.

**Art. 13.** Voordat de subsidie wordt uitbetaald, bezorgt de aanvrager binnen een termijn bepaald in de bij artikel 11 bedoelde kennisgeving aan de administratie de factuur van de aankoop van het gesubsidieerd materieel dat door de leverancier werd geleverd. In dat document worden de gegevens vermeld die in de in aanmerking komende offerte voorkomen en waarvan sprake in artikel 10. Daarop staat vermeld: «Deugdelijk en onvergolden verklaard tot het bedrag van ....» (voluit)» en wordt ondertekend en gedagtekend door de leverancier.

Indien hij een beroep doet op verschillende leveranciers, worden al de facturen onder een enkele verzending bezorgd.

**Art. 14.** Vanaf de ontvangst van de bij artikel 13 bedoelde documenten wordt de subsidie door de administratie uitbetaald. De subsidie wordt in één keer uitbetaald.

**Art. 15.** Binnen de termijn van dertig dagen die volgt op de uitbetaling van de subsidie, is de aanvrager ertoe verplicht het bewijs van betaling van de facturen betreffende het gesubsidieerd materieel aan de administratie te bezorgen.

**Art. 16.** In geval van afstand, diefstal, vernietiging van het gesubsidieerd materieel of van ontbinding van de instelling die de subsidie geniet binnen de periode van 10 jaar, bedoeld bij artikel 8, zal de administratie de terugbetaling van de subsidie eisen pro rata de waarde van het materieel.

Deze waarde houdt rekening, na aftrek van de verouderde staat, met de aankoopprijs van het gesubsidieerd materieel en met het bedrag van de toegekende subsidie.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 17.** De aanvragen om subsidies voor de aankoop van sportmaterieel die werden ingediend vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan de bepalingen die vroeger van toepassing waren.

**Art. 18.** De indiening van een aanvraag om subsidie kan niet aanvaard worden indien een voorafgaande aanvraag nog hangende is bij de administratie.

**Art. 19.** Het besluit van de Executieve van 10 maart 1982 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van subsidies voor de aankoop van sportmaterieel wordt opgeheven.

**Art. 20.** De Minister tot wiens bevoegdheid de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2001.

Brussel, 19 januari 2001.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE